

## Le Canada pourrait accueillir 500 000 réfugiés palestiniens



[Source : quebecnouvelles.info]

Par David Krayden

Alors que la guerre en Israël et à Gaza déplace des millions de personnes et crée des réfugiés, Israël a secrètement suggéré que le Canada pourrait être la destination d'une grande partie d'entre eux. Le ministère israélien du Renseignement a d'abord présenté ce plan dans un « document de réflexion » qui affirme que le Canada serait un candidat idéal pour accueillir les réfugiés en raison de sa politique d'immigration « indulgente ».

Le nombre envisagé – selon des discussions au Parlement – pourrait atteindre 500 000.

Israël souhaite que la plupart des réfugiés soient transférés en Égypte.

Le ministre de l'immigration, des réfugiés et de la citoyenneté, Marc Miller, n'a ni confirmé ni infirmé cette demande, mais il a fortement suggéré cette semaine que le Canada serait tout à fait prêt à accepter l'envoi de réfugiés.

À l'issue d'une conférence de presse consacrée à son plan d'immigration 2024-2026, un journaliste a interrogé M. Miller sur la proposition israélienne. M. Miller n'a pas rejeté la question ou le plan d'un revers de main. Bien qu'il ait déclaré ne pas être prêt à « spéculer » sur l'opportunité d'accueillir les réfugiés, il a réitéré l'engagement du Canada à accepter des réfugiés en temps de crise.

« Nous sommes ouverts à ceux qui fuient la guerre. Il s'agit d'une guerre », a-t-il déclaré.

Le Premier ministre canadien Justin Trudeau n'a manifestement pas imposé de bâillon pour discuter d'une proposition qui serait cohérente avec ses déclarations et politiques antérieures. Le 28 janvier 2017, il a publié un message tristement célèbre sur les médias sociaux dans lequel il invitait virtuellement toute personne s'identifiant comme réfugié à venir au Canada comme destination préférée.

« À ceux qui fuient la persécution, la terreur et la guerre, les Canadiens vous accueilleront, quelle que soit votre foi. La diversité est

notre force #WelcomeToCanada »

Le document note que la proposition « risque d'être compliquée en termes de légitimité internationale » et que « selon notre évaluation, les combats après l'évacuation de la population feraient moins de victimes civiles que si la population restait sur place ».

[...]

Pour lire l'article dans sa forme originale